



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

### Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

### Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

### Comments - Commentaires

### Vendor/Firm Name and Address

### Raison sociale et adresse du

### fournisseur/de l'entrepreneur

### Issuing Office - Bureau de distribution

Defence Communications Division. (QD)

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III, 8C2

Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> RATT SS Contract	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W6369-190155/C	<b>Date</b> 2022-01-26
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W6369-190155	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$QD-036-28494	
<b>File No. - N° de dossier</b> 036qd.W6369-190155	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Standard Time EST <b>on - le 2022-03-09</b> Heure Normale du l'Est HNE	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Briere-Provost, Mathieu	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 036qd
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 790-1635 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>  Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein – Voir ci-inclus	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>     <b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>     <b>Signature</b>     <b>Date</b>	

Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>2</b>
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>7</b>
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>9</b>
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>29</b>
<b>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES .....</b>	<b>31</b>
<b>PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE A - ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT .....</b>	<b>51</b>
<b>ANNEXE C - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....</b>	<b>55</b>
<b>ANNEXE D - INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE .....</b>	<b>59</b>
<b>ANNEXE E - PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION.....</b>	<b>60</b>
<b>ANNEXE F - FORMULAIRE MDN 626 AUTORISATION DE TÂCHES.....</b>	<b>61</b>

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, le formulaire MDN 626 Autorisation de tâches et toute autre annexe.

### **1.2 Sommaire**

Cette demande de soumissions annule et remplace la précédente demande de soumissions numéro W6369-190155/B datée du 30 juin 2021 avec une clôture le 15 octobre 2021 à 14h00. Une séance de compte rendu ou de rétroaction sera offerte sur demande aux soumissionnaires qui ont soumissionné dans le cadre de l'appel d'offres précédent.

La présente DP vise à obtenir des propositions pour une plateforme de messagerie à bande passante limitée destinée aux Forces armées canadiennes (FAC). Le système ainsi obtenu fournira aux FAC un système de messagerie à bande passante limitée aux capacités de nouvelle génération. Avec ces capacités, l'Armée de terre, la Marine et la Force aérienne disposeront d'une solution de messagerie hautement interopérable. Les capacités de cette plateforme seront comparées aux besoins actuels opérationnels et d'interopérabilité. La solution proposée doit respecter ou surpasser les normes d'interopérabilité des communications alliées, c'est-à-dire notamment les ententes CAN/É.-U., de l'OTAN et du Groupe des cinq.

Le ministère de la Défense nationale (MDN) cherche à remplacer son système de messagerie à bande passante limitée désuet. Le SMBPL doit pouvoir s'interfacer avec les systèmes de commandement et

contrôle nationaux actuels et avec leurs successeurs. Les FAC disposeront ainsi d'un système de messagerie militaire (MM) officiel amélioré et de messagerie informelle (clavardage et messagerie instantanée) dans un environnement à bande passante limitée (niée, perturbée, intermittente ou limitée, ou NPIL). Fondamentalement, le SMBPL constituera un système de messagerie sûr et très fiable pour les messages sans classification et classifiés, et permettra la messagerie militaire, le clavardage et la messagerie instantanée navire-navire et navire-terre.

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

Ce besoin est assujéti au Programme des marchandises contrôlées. La [Loi sur la production de défense](#) définit les marchandises contrôlées comme certains biens matériels figurant sur la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, un règlement pris dans le cadre de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (LLEI).

Cette demande de soumissions vise à établir un contrat avec des autorisations de tâches pour la livraison du besoin détaillé dans la demande de soumissions aux utilisateurs désignés partout au Canada, à l'exclusion des emplacements au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador qui sont assujettis à des revendications territoriales globales Conventions (CLCA). Toute exigence de livraison dans les zones d'ERTG au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec ou au Labrador devra être traitée comme un approvisionnement distinct, en dehors du contrat résultant.

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

Le Processus de conformité des soumissions en phases (« PCSP ») s'applique à ce besoin.

Veuillez noter que l'ajout, la suppression ou la modification de toute clause dans ce document rendra automatiquement la soumission non-conforme. Si le soumissionnaire estime qu'une partie du document n'est pas claire et a besoin d'être clarifiée, nous l'encourageons fortement à poser toute question lors de la phase de sollicitation et le Canada y répondra par le biais d'un amendement de type Questions et réponses.

### 1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

### **2.2 Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées électroniquement uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) par Postel au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion postel, le soumissionnaire doit utiliser une des deux options suivantes :

1- envoyer directement sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel en vigueur entre son entreprise et la Société canadienne des postes; ou

2- envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la demande de soumissions (pour permettre la certitude d'une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postel. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postel reçues après cette date pourraient rester sans réponse.

Si le soumissionnaire envoie un courriel demandant le service Connexion postel au Module de réception des soumissions spécifié dans la demande de soumissions, un agent du Module de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postel. La conversation du service Connexion postel créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder au message dans la conversation, et prendre les actions nécessaires pour répondre. Le soumissionnaire pourra transmettre sa soumission en réponse à la notification à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un

message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel. L'unique adresse courriel au moyen du service Connexion postel pour transmettre les soumissions en réponse à la demande de soumissions est : [tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

En raison de la pandémie de Covid-19 et dans le but de protéger les employés de TPSGC, les soumissions papier ne seront pas acceptées.

### **2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

### **2.4 Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

### **2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions**

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 20 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

### **2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours**

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.

- 
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
  - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

---

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **3.1 Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada exige du soumissionnaire qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion Postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique  
Section II : Soumission financière  
Section III : Attestations  
Section IV : Renseignements supplémentaires

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

#### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

#### **Section II : Soumission financière**

**3.1.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'annexe B.

#### **3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe D, Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe D, Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté. L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

#### **3.1.3 Fluctuation du taux de change**

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

#### **3.1.4 Clauses du *Guide des CCUA***



Contract No. - N° du Contrat

W6369-190155/C

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur

036qd

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

### **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases**

#### **4.1.1.1 (19-07-2018) Généralités**

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

Le soumissionnaire reconnaît que les examens lors des phases i et ii du présent processus ne sont que préliminaires et n'empêchent pas qu'une soumission soit néanmoins jugée non recevable à la phase iii, et ce, même pour les exigences obligatoires qui ont fait l'objet d'un examen aux phases i ou ii, et même si la soumission aurait été jugée recevable à une phase antérieure. Le Canada peut déterminer à sa discrétion qu'une soumission ne répond pas à une exigence obligatoire à n'importe quelle de ces phases. Le soumissionnaire reconnaît également que malgré le fait qu'il ait fourni une réponse à un avis ou à un rapport d'évaluation de la conformité (rec) (tel que ces termes sont définis plus bas) qu'il est possible que cette réponse ne suffise pas pour que sa soumission soit jugée conforme aux autres exigences obligatoires.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci

dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

#### 4.1.1.2 (13-03-2018)

##### Phase I: Soumission financière:

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée

recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.

- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

#### **4.1.1.3 (13-03-2018) Phase II : Soumission technique**

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.

- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

#### **4.1.1.4 (13-03-2018) Phase III : Évaluation finale de la soumission**

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

## **4.2 Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

### **4.2.1 Évaluation technique**

#### **4.2.1.1. Critères techniques obligatoires – Évaluation papier**

Les exigences obligatoires seront d'abord évaluées sur papier en vérifiant la démonstration de conformité du soumissionnaire. Si le soumissionnaire est conforme à tous les critères, les exigences obligatoires seront réévaluées lors de la démonstration en direct pour confirmation.

Les soumissionnaires doivent soumettre une proposition organisée clairement qui présente tous les renseignements techniques et descriptifs voulus pour démontrer sans ambiguïté leur conformité à tous les critères de l'annexe A. Les réponses seront tout d'abord évaluées selon un simple critère de conformité (réussite/échec). Les soumissionnaires devront ensuite donner une démonstration de chaque capacité exigée.

#### **4.2.1.2 Procédures d'essai**

Les soumissionnaires devront démontrer que la solution qu'ils proposent est conforme à l'annexe A - Matrice de conformité aux exigences. Les essais se dérouleront en deux parties, comme suit :

#### **Vérification obligatoire de la conformité – Démonstration en direct**

La vérification de conformité obligatoire sera effectuée à l'emplacement proposé par les fournisseurs de la manière suivante :

1. Une vérification de conformité aux exigences obligatoires Oui ou Non sera effectuée sur la solution proposée. Cette vérification sera effectuée à l'emplacement proposé par le soumissionnaire, ou à la demande du soumissionnaire au laboratoire HF/LF du MDN situé au 320, promenade Paul Benoit à Ottawa;
2. L'installation et la configuration de l'application ne seront pas la responsabilité du MDN ou de son personnel pendant ce processus.
3. Si le fournisseur choisit d'effectuer la vérification de conformité obligatoire en vertu de la section 4.3.1 dans les installations du MDN, le MDN fournira le(s) serveur(s) et l'équipement terminal des systèmes d'exploitation chargés pour faciliter la vérification de la conformité ;
4. Le MDN fournira les contrôleurs RC8 et les modems RM8 et le logiciel RC66 V3 ainsi que tout GFE tel que défini dans cette DP. La ou les ressources du soumissionnaire prendront la direction de l'installation, de la configuration et de la navigation dans la fonctionnalité de l'application pendant les critères de vérification de la conformité et les techniciens du MDN fourniront la conformité Oui ou Non.

#### **Démonstration de conformité (critères cotés)**

La démonstration de conformité cotée sera effectuée sur un site/installation opérationnel de l'OTAN ou du FVEYS, après que la vérification obligatoire de la conformité soit finalisée, comme suit :

1. La démonstration de la conformité du système par rapport à 4.3.2 - La matrice de conformité aux exigences doit être effectuée lors de la démonstration de conformité sur un site/installation opérationnel de l'OTAN ou du FVEYS ;
2. Le MDN ne fournira aucun matériel ou logiciel pour la démonstration de conformité cotée dans une installation alliée de l'OTAN ou du FVEYS ;
3. Le MDN facilitera les invitations militaires à militaires pour des visites de sites avec l'OTAN ou le pays partenaire FVEYS après que le fournisseur a a.) informé le pays hôte/militaire de son intention de démontrer b.) A en principe obtenu l'approbation pour démontrer la capacité. Le MDN comprend que les

opérations ont préséance et ne tiendra pas le fournisseur responsable des retards rencontrés lors de la démonstration de vérification de la conformité en raison des exigences opérationnelles ;

4. Le personnel du MDN espère interagir avec les opérateurs des pays partenaires alliés pour se renseigner sur la facilité d'utilisation et les caractéristiques du système au cours de ce processus. Veuillez noter que SEULS les critères décrits à la section 4.3.2 seront utilisés pour évaluer la solution proposée. Les interactions subjectives ne seront pas utilisées pour évaluer la solution proposée ou attribuer des points pour cette démonstration de conformité du tout.

5. Le fournisseur sera responsable d'élaborer un calendrier pour démontrer les critères de la section 4.3.2 de concert avec l'installation/le site hôte avec le personnel du MDN fournissant un soutien pour toute coordination militaire à militaire.

### 4.3 Matrice de conformité aux exigences

#### 4.3.1 Critères obligatoires

Les critères compris dans la section 4.3.1 seront évalués sur papier par le MDN pour la conformité obligatoire. Une fois la conformité obligatoire terminée par le MDN, le soumissionnaire devra démontrer la conformité dans une installation en fonction des paramètres énoncés à la section 4.2.1.2 Procédures d'essai. Le défaut de démontrer la conformité à tous les critères obligatoires lors de la démonstration en direct entraînera une soumission non conforme.

Uniquement pour l'évaluation sur papier, les critères obligatoires énumérés ici 4.3.1. sont considérés des critères obligatoires admissibles aux fins du PBCP.

#### Installation du système sur le matériel

Les soumissionnaires doivent démontrer que le logiciel présenté dans cette soumission ne nécessite pas un type particulier de matériel serveur.

Numéro de l'essai	Critères du test :	Conformité obligatoire (Cochez une case)	Démonstration de conformité des soumissionnaires (Cochez une case)
1	Démontrer que le logiciel de messagerie du soumissionnaire peut être installé sur divers types de serveurs, sans recours à aucun composant matériel exclusif conçu spécifiquement pour fonctionner avec ce logiciel.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
2	Démontrer que le logiciel de messagerie client du soumissionnaire peut être installé sur les PC fournis par le MDN sans avoir besoin de composants spécialisés spécialement conçus pour fonctionner avec l'application.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]

## Installation du logiciel système

Le MDN dispose d'une licence d'entreprise pour les systèmes d'exploitation de serveur et de poste dont Microsoft assure le soutien technique. Les essais suivants visent à démontrer qu'on peut installer le logiciel proposé sur une version récente du système d'exploitation Microsoft, dont le fabricant assure donc le soutien technique.

Numéro de l'essai	Critères du test :	Conforme Oui / Non (Encerclez un choix)	Démonstration de conformité des soumissionnaires
1	Démontrer que le logiciel du serveur de messagerie du soumissionnaire peut être installé sur une version actuelle du système d'exploitation Windows Server prise en charge par Microsoft. Cela sera fourni par le MDN.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
2	Démontrer que le logiciel de messagerie client du soumissionnaire peut être installé sur un système d'exploitation actuellement pris en charge par Microsoft. Ceci sera fourni par le MDN.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
3	Démontrer que le logiciel serveur du soumissionnaire peut être installé et entièrement fonctionnel dans un système d'exploitation Windows fonctionnant dans un environnement virtuel. Celui-ci sera préinstallé sur les serveurs fournis par le MDN.  Par exemple ESXI, Hyper-V, etc.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]



## Configuration du système de messagerie

Numéro de l'essai	Critères du test :	Conforme Oui / Non (Encerclez un choix)	Démonstration de conformité des soumissionnaires
1	Démontrer que le système peut valider les administrateurs dans un environnement autonome.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
2	Démontrer que le système peut valider les utilisateurs dans un environnement autonome.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
3	Démontrer la capacité du système à valider les utilisateurs (administrateurs et utilisateurs) sur un domaine avec un serveur Active Directory hors du contrôle des applications du fournisseur.  Par exemple : si l'application de l'enchérisseur est installée sur un domaine nécessitant une authentification de l'utilisateur via Active Directory.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
4	Démontrer l'utilitaire de réinitialisation des mots de passe des utilisateurs et des administrateurs.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
5	Démontrer la capacité du logiciel à basculer entre l'anglais et le français pour l'interface utilisateur uniquement (interface Administrateur exclue).  Il y a deux langues officielles au Canada, et l'application proposée doit pouvoir être utilisée dans l'une et l'autre.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
6	Démontrer qu'un administrateur peut configurer le menu déroulant de classification des messages.  Le Canada utilise les classifications suivantes :	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]

Numéro de l'essai	Critères du test :	Conforme Oui / Non (Encerclez un choix)	Démonstration de conformité des soumissionnaires
	<p>S : Secret</p> <p>C : Confidentiel</p> <p>R : Diffusion restreinte</p> <p>U : Non classifié</p>		
7	<p>Démontrer qu'un administrateur peut configurer le menu déroulant de priorité des messages.</p> <p>Le traitement des niveaux de priorité suivants devra être confirmé :</p> <p>Y : Urgence</p> <p>Z : Instantané</p> <p>O : Immédiat</p> <p>P : Prioritaire</p> <p>R : Courant</p>	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>
8	<p>Démontrer le traitement des messages ne pouvant être livrés.</p> <p>Sont-ils acheminés à un poste ou service intégré, renvoyés à l'expéditeur, ou traités autrement?</p>	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>

## Création et composition des messages

L'essai de conformité sur la création des messages sera fait à partir d'un compte d'opérateur ou d'utilisateur ne disposant d'aucun droit d'accès additionnel. Cet essai vise à assurer que les utilisateurs ont accès à toutes les options de création de messages correspondant aux publications prévues.

Numéro de l'essai	Critères du test :	Conforme Oui / Non  (Encerclez un choix)	Démonstration de conformité des soumissionnaires
1	Confirmer qu'on peut créer les messages militaires conformément aux normes suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• ACP 123 (STANAG 4406);</li><li>• ACP 127.</li></ul> Chaque type de message doit être validé par rapport à sa publication respective pour garantir l'exactitude des éléments de message.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
2	Le logiciel doit être capable d'envoyer des messages d'un opérateur à un libérateur de messages pour approuver et libérer un message pour les transmissions.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
3	Démontrer l'enregistrement de modèles de messages réutilisables.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
4	Démontrer le stockage d'un message sur une clé USB amovible.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
5	Démontrer l'importation d'un message à partir d'une clé USB.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]

## Logiciel de diffusion

Le soumissionnaire doit démontrer sa conformité aux critères suivants visant les circuits de diffusion :

Numéro de l'essai	Critères du test :	Conforme Oui / Non  (Encerclez un choix)	Démonstration de conformité des soumissionnaires
1	Démontrer dans le logiciel de diffusion les fonctions de création et de remplissage pour les circuits de diffusion de plusieurs cases horaires qui permettent de diffuser des messages selon un horaire préétabli.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
2	Dans le logiciel de diffusion, démontrer la possibilité de modifier l'horaire de diffusion avant la diffusion d'un message.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
3	Confirmer que les messages sont diffusés par ordre de priorité :  1. Y : Urgence  2. Z : Instantané  3. O : Immédiat  4. P : Prioritaire  5. R : Courant	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
4	Envoi de variables de communauté (CV). Confirmer la diffusion de jusqu'à huit (8) CV, de la façon suivante (ACP 127 SEULEMENT) :  Chaque message diffusé doit comporter au moins la variable CV1. La CV attribuée à l'indicateur d'acheminement du message diffusé devrait avoir préséance sur CV1 si elle est supérieure à CV 1.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
5	Confirmer la production de deux listes de diffusion pour les messages à horaire fixe.  La première liste doit indiquer les	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]

Numéro de l'essai	Critères du test :	Conforme Oui / Non (Encerclez un choix)	Démonstration de conformité des soumissionnaires
	<p>messages à diffuser par ordre de préséance et selon les bons signaux d'exploitation Z, selon ACP 131.</p> <p>La deuxième liste doit indiquer ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les messages transmis, y compris tout message Z (instantané) ou O (immédiat) qui peut avoir eu préséance sur les messages habituels.</li> <li>- Le temps nécessaire pour la transmission des messages.</li> <li>- Le statut des messages (ZBO, ZFG1, ZFG2...).</li> </ul>		
6	Démontrer les fonctions manuelles d'accusé-réception des messages diffusés et de retrait de messages de la prochaine diffusion.	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>
7	La capacité de réorganiser les messages en file d'attente par priorité. Les messages de haute priorité seront toujours transmis en premier.	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>
8	Démontrer la fonction de surveillance par radiocommunication (OTAM).	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>
9	Démontrer les fonctions de diffusion et d'interrogation (les stations de relais doivent pouvoir envoyer des messages aux clients, et les clients doivent pouvoir interroger une liste d'attente de messages qui leur sont destinés et les recevoir).	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>	<p>Oui [ ]</p> <p>Non [ ]</p>

## Interface et interconnectivité

Numéro de l'essai	Critères du test :	Conforme Oui / Non (Encerclez un choix)	Démonstration de conformité des soumissionnaires
1	Démontrer que la solution proposée peut communiquer par XMPP avec une autre application de clavardage.  Le MDN pourrait exiger du soumissionnaire un résumé écrit de la conformité de sa solution avec le protocole XMPP.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
2.a.	Démontrer le transfert d'un message en format ACP 127 par interface série RS-232.  Le soumissionnaire devra démontrer à l'aide d'une sonde de données série la transmission d'un message en format ACP 127 par l'interface série.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
2.b.	Démontrer l'importation par clé USB d'un message en format ACP 127 dans le système proposé.  Cet essai vise à confirmer que des messages créés ailleurs que sur le système du soumissionnaire peuvent être importés et formatés dans ce système en vue de leur envoi au destinataire voulu.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
3.	Démontrer les divers types de pièces qu'on peut joindre aux messages formels de type STANAG 4406, comme .PDF, .JPEG ou .TXT. Le soumissionnaire doit fournir la liste complète des types de pièces jointes acceptés par le système, ainsi que la taille maximale de ceux-ci.  Remarque : N'oubliez pas que ces pièces jointes seront transmises par liaisons radio HF (ALE 2G/3G jusqu'à 5066), mais pas obligatoirement à large bande.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]  Taille maximale des pièces jointes :

Numéro de l'essai	Critères du test :	Conforme Oui / Non (Encerclez un choix)	Démonstration de conformité des soumissionnaires
4	Démontrer l'envoi de données IP STANAG 4406 sans codes exclusifs de début et de fin de message, afin de simplifier l'intégration.  (On peut le vérifier à l'aide d'un outil de surveillance et d'analyse du trafic réseau.)	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
5	Démontrer la transmission de données à l'aide de protocoles STANAG 5066 fournie par la partie MDN du GFE (EFG)	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
6	La solution proposée prend-elle en charge tous les protocoles requis par l'architecture cible BRASS Enhancement 1 (BRE1TA) ?	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
7	La base de données des solutions proposées peut-elle être implémentée sur une architecture réseau distribuée ? c'est-à-dire que le serveur de base de données n'est pas physiquement situé au même endroit que le logiciel.	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
8	Le logiciel proposé intègre-t-il le protocole ACP 142 P_MUL ?	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
9	La solution proposée a-t-elle un plugin ou une capacité ACP 145 inclus pour l'interopérabilité ?	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]
10	Le logiciel proposé dispose-t-il d'une interface SMTP pour les données des messages ?	Oui [ ] Non [ ]	Oui [ ] Non [ ]

## Total aux fins de conformité

	Conforme Oui / Non
8.1.1 Affirmations de conformité	
8.2.1 Preuves de conformité	

### 4.3.2 Critères techniques cotés

#### Critères cotés

Les critères cotés seront utilisés pour attribuer des points à la solution proposée par un fournisseur en fonction de types de fonctionnalités spécifiques. Les critères cotés doivent être évalués dans une installation opérationnelle alliée de l'OTAN ou du FVEYS qui possède la fonctionnalité demandée par le fournisseur. Dans le cas où toutes les fonctionnalités demandées contenues dans cette section ne peuvent pas être démontrées dans une seule installation alliée de l'OTAN ou du FVEYS, le MDN acceptera la démonstration répartie entre deux (2) sites au maximum avec le même ou des pays partenaires différents de l'OTAN ou du FVEYS. site/installation opérationnel.

Numéro de l'essai	Critères cotés — logiciel	Points
1	<p>Le logiciel proposé comprend-il un moniteur Over The Air (OTAM) pour les circuits série (ACP127) ?</p> <p>Critères de test : effectuez un test sur n'importe quel circuit de diffusion. Accédez à la fenêtre OTAM associée à cette diffusion et affichez les données de test.</p>	Oui = 5 points / Non = 0
2	<p>Le logiciel proposé a-t-il la capacité de manipuler le trafic de diffusion HF avant l'envoi d'un programme fixe ou d'une diffusion programmée ?</p> <p>Critères de test : créez deux messages de test de même priorité et un de priorité supérieure dans le système avec et envoyez-les à une file d'attente de diffusion. Dans la file d'attente de diffusion, essayez de déplacer les messages de priorité inférieure au-dessus du message de priorité supérieure. Cela ne devrait pas être autorisé dans le système. Réorganisez les deux messages de priorité inférieure, cela devrait être autorisé.</p>	Oui = 5 points / Non = 0



Numéro de l'essai	Critères cotés — logiciel	Points
3	<p>Le logiciel proposé est-il modulaire pour s'adapter aux futures améliorations ?</p> <p>Cela peut être démontré par exemple en naviguant vers un référentiel de logiciels sur les solutions déployées et en affichant des mises à jour incrémentielles du logiciel.</p>	<p>Oui = 5 points / Non = 0</p>
4	<p>La solution proposée est-elle capable de stocker des données d'adressage conformément aux normes ACP 133 ?</p> <p>Critères de test : Naviguez dans le système jusqu'au référentiel contenant les adresses. Ouvrir et afficher la liste des adresses dans le référentiel.</p>	<p>Oui = 5 points / Non = 0</p>
5	<p>La solution proposée est-elle capable de stocker des indicateurs de routage conformément à l'ACP 117 ?</p> <p>Critères de test : Naviguez dans le système jusqu'au référentiel contenant les indicateurs de routage. Ouvrir et afficher la liste des indicateurs de routage.</p>	<p>Oui = 5 points / Non = 0</p>
6	<p>La solution proposée a-t-elle une position de service intégrée pour le trafic de messages non livrable ?</p> <p>Critères de test : Créer un message non distribuable (c'est-à-dire avec un indicateur de routage inconnu) dans le système et l'envoyer. Accédez à la position de service et montrez le message dans la file d'attente.</p>	<p>Oui = 5 points / Non = 0</p>
7	<p>Le système proposé a-t-il un récapitulatif, une rediffusion pour les circuits de diffusion ?</p> <p>Critères de test : Démontrer la capacité du système à récapituler et à réexécuter la diffusion dans une file d'attente désignée. Le trafic ne doit pas nécessairement être envoyé pendant la manifestation, mais le trafic doit être garé dans la file d'attente désignée.</p>	<p>Oui = 5 points / Non = 0</p>
8	<p>Le logiciel proposé peut-il échanger des données avec un système de communication série qui ne traite que les messages au format ACP 127 via une connexion série ?</p> <p>Critères de test : Démontrer la capacité du système à recevoir un message au format ACP 127 reçu soit par voie hertzienne (HF) soit à partir d'un système de communication série connecté</p>	<p>Oui = 5 points / Non = 0</p>
9	<p>La solution proposée dispose-t-elle d'un logiciel client réseau autonome (non basé sur un navigateur Web) pour</p>	<p>Oui = 5 points / Non = 0</p>

Numéro de l'essai	Critères cotés — logiciel	Points
	communiquer avec la solution ?  Critères de test : Cela peut être démontré en lançant une application locale à partir du bureau d'un PC qui se connecte ensuite à la solution proposée via un LAN/WAN.	
10	Le système proposé peut-il prendre en charge les circuits HF en duplex intégral (NON-EMCON) de type liaison arrière ?  Critères de test : Transmettez et recevez des données par voie hertzienne avec un navire, une station relais ou une unité déployée. Toute démonstration d'un circuit en duplex intégral sans fil (HF) est acceptable.	Oui = 5 points / Non = 0
11	La solution proposée a-t-elle des fonctions de routage alternatives pour le trafic de messages au format ACP 127 ?  Critères de test : dans le système proposé, accédez à une file d'attente de messages pour un indicateur de routage (RI) et acheminez-le vers un autre RI.	Oui = 5 points / Non = 0
12	Démontrer la fonctionnalité de chat basée sur XMPP proposée dans le cadre de la solution globale.  Critères de test : envoyer un message de discussion à partir d'un système en dehors de la solution proposée et le recevoir dans la solution proposée.	Oui = 5 points / Non = 0
13	Démontrer la capacité d'inclure et de recevoir des pièces jointes dans le chat.  Critères de test : joignez une pièce jointe pdf ou jpeg ou .docx, etc. à un message de discussion et envoyez-le à un destinataire par voie hertzienne (HF).	Oui = 5 points / Non = 0
14	La solution globale proposée est-elle autorisée à traiter les messages secrets (ou équivalents) et le trafic de discussion avec un membre de l'OTAN et/ou de l'alliance FVEYS sur le site/l'installation de démonstration ?  Critères de test : Il s'agit d'un test de validation visant à garantir qu'un membre de l'alliance a reçu l'accréditation et la sécurité des membres de l'alliance OTAN ou FVEYS.	Oui = 5 points / Non = 0
Total des points		

Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

### Points cotés

	Note totale des points cotés Sur 70 points
8.1.2   2. Critères cotés (Minimum 45 points requis)	

#### 4.4 Méthodologie d'évaluation

Toutes les offres seront évaluées à la fois d'un point de vue technique et financier, la conformité technique représentant 50 % des points d'évaluation des offres et la valeur financière 50 %. Seules les offres se conformant à toutes les exigences de la demande de soumissions et répondant à tous les critères obligatoires seront évaluées lors de la démonstration en direct sur un site opérationnel de l'OTAN ou du FVEYS. La conformité technique sera une combinaison de la satisfaction des exigences obligatoires contenues dans 4.3.1 et les spécifications et la notation des exigences cotées dans 4.4.2.

##### 4.4.1 Évaluation technique

Chaque proposition sera évaluée d'un point de vue technique afin de vérifier si et comment les exigences obligatoires sont satisfaites et de noter les exigences cotées conformément à 4.2.1.2 ci-dessus. Chaque proposition devra fournir la preuve de la conformité à toutes les exigences obligatoires.

##### Calcul du Score Technique évalué.

Les points techniques pour chaque proposition seront obtenus à partir de l'évaluation conformément à 4.3.2 suivant la démonstration en direct.

- a) Le total maximum de points techniques potentiels est de 70. Sur la base du pourcentage de points techniques obtenus sur une soumission, la note maximale pour l'évaluation technique est de 50.
- b) L'exemple ci-dessous montre comment les points techniques sont calculés

	Points total	Calcul des points techniques	Points techniques
Soumissionnaire 1	70	$70 \times 100 / 70 / 2$	50
Soumissionnaire 2	50	$50 \times 100 / 70 / 2$	35.71
Soumissionnaire 3	55	$55 \times 100 / 70 / 2$	39.29

##### 4.4.2 Évaluation financière

La proposition financière d'un soumissionnaire sera évaluée en fonction du tableau figurant à l'annexe B - Base de paiement.

Premièrement, les deux premières lignes du tableau 1, licences opérationnelles des sites du BCMS et des Actifs Déployés, seront multipliées par 10 si le prix concerne des licences individuelles, ou sera laissée telle quelle si le soumissionnaire propose des licences illimitées.

Ensuite, les montants à l'annexe B, tableaux 1 et 2 seront ajoutés au total des taux horaires au tableau 3, qui sera calculé en faisant une moyenne du taux horaire pour les 6 années totales, multiplié par les heures prévues du contrat d'acquisition. L'addition de ces 3 montants (tableaux 1, 2 et 3) donnera le total de l'offre financière.

La proposition financière sera évaluée en dollars canadiens, taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée exclue selon les Incoterms 2010 FCA free carrier, droits de douane, frais de transport et d'expédition et taxes d'accise canadiens inclus.

Les prix soumis dans une devise étrangère seront convertis en dollars canadiens en fonction du taux de change fourni par la Banque du Canada, à midi à la date de clôture des soumissions. Sauf indication contraire du soumissionnaire, il sera présumé que la soumission est présentée en monnaie canadienne.

Pour établir la note de prix, chaque soumission recevable sera calculée au prorata de la soumission financière finale pondérée la plus basse et du ratio de 50%.

	Total de la soumission financière	Calcul des points financiers	Points financiers
Soumissionnaire 1	2 400 000	$2\,400\,000 / 2\,400\,000 * 50$	50
Soumissionnaire 2	3 300 000	$2\,400\,000 / 3\,300\,000 * 50$	36.36
Soumissionnaire 3	2 900 000	$2\,400\,000 / 2\,900\,000 * 50$	41.38

#### 4.3.3 Méthode de selection

- Pour être déclarée recevable, une proposition doit
  - Se conformer à toutes les exigences de la demande de soumissions;
  - Satisfaire à tous les critères obligatoires.
  - Obtenir le minimum requis de 45 points dans l'ensemble pour les critères d'évaluation technique qui font l'objet d'une cotation numérique.
- Les soumissions qui ne respectent pas a) et b) seront déclarées non recevables et ne procéderont pas à la phase de démonstration en direct.
- La sélection sera basée sur la note combinée la plus élevée du score de mérite technique et du score de prix. Le ratio sera de 50% pour le mérite technique et de 50% pour le prix.

Le tableau ci-dessous illustre un exemple où les trois soumissions sont recevables et la sélection de l'entrepreneur est déterminée par un rapport 75/25 de mérite technique et de prix, respectivement.

#### Méthode de sélection - Note technique combinée la plus élevée (50%) et prix (50%)

	Soumission 1	Soumission 2	Soumission 3
Points techniques	50	35.71	40
Points financiers	50	36.36	39.29
Points totaux	$50+50=100$	$35.71+36.36=72.07$	$39.29+41.38=80.67$
Rang	1	3	2

- La soumission recevable avec la note combinée la plus élevée de la note de mérite technique et de la note de prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations exigées avec la soumission**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe E intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

---

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
  - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
  - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
  - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du **Programme de sécurité des contrats** de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

### **6.2 Exigences relatives aux marchandises contrôlées**

Clause du *Guide des CCUA* **A9130T** (2019-11-28) Programme des marchandises contrôlées



## **PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### **7.1 Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

#### **7.1.1 Autorisation de tâches**

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

##### **7.1.1.1 Processus d'autorisation de tâches**

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat.

##### **Processus d'autorisation des tâches :**

1. L'autorité d'approvisionnement fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du Formulaire d'autorisation des tâches DND 626 de l'annexe F.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les 14 jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au chargé de projet le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par le chargé de projet. L'entrepreneur reconnaît que le travail effectué avant la réception d'une AT sera à ses propres risques.

##### **7.1.1.2 Limite d'autorisation de tâches**

L'autorité d'approvisionnement peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 400,000.00\$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autorisée par le l'autorité contractante avant d'être émise.

##### **7.1.1.3 Garantie des travaux minimums – tous les travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches**

L'obligation du Canada à l'égard de la portion des travaux qui est réalisée en vertu du contrat au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur.

#### **7.1.1.4 Rapports d'utilisation périodiques – contrats avec autorisations de tâches**

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

#### **Exigence en matière de rapport - Explications**

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre :

##### **Pour chaque AT autorisée:**

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

##### **Pour toutes les AT autorisées:**

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

#### 7.1.1.5 Autorisation de tâches – ministère de la Défense nationale

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par l'autorité d'approvisionnement. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

#### 7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### 7.2.1 Conditions générales

[2030](#) (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

##### 7.2.2 Conditions générales supplémentaires

[4003](#) (2010-08-16), Logiciels sous licence, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

[4010](#) (2012-07-16), Services - Services - besoins plus complexes, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

#### 7.3 Exigences relatives à la sécurité

**7.3.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) à l'annexe C s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

#### 7.4 Durée du contrat

##### 7.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat et jusqu'à 3 ans après.

##### 7.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 3 périodes supplémentaires de 1 année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

##### 7.4.3 Points de livraison

La livraison sera effectuée aux points de livraison identifiés à chaque autorisation de tâche.

1. La livraison doit s'effectuer FCA free carrier, l'établissement de l'entrepreneur selon les Incoterms 2000. L'entrepreneur doit charger les biens dans les véhicules de l'entreprise de transport désigné par le ministère de la Défense nationale (MDN). Le Canada est responsable par la suite du transport des biens, du point de livraison jusqu'au destinataire.

2. Avant l'expédition des biens, l'entrepreneur doit contacter le centre de coordination suivant de la logistique intégrée du MDN par télécopieur ou courriel afin d'arranger l'expédition et fournir l'information détaillée au paragraphe 3.

- a. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé aux États-Unis (É.-U.) :  
Centre de coordination de la logistique intégrée (CCLI)  
Téléphone : 1-877-447-7701 (sans frais)  
Télécopieur : 1-877-877-7409 (sans frais)  
Courriel : [ILHQottawa@forces.gc.ca](mailto:ILHQottawa@forces.gc.ca)

OU

- b. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé au Royaume Uni ou en Irlande :  
Logistique intégrée du Royaume Uni (LIRU)  
Téléphone : 011-44-1895-613023, ou  
011-44-1895-613024, ou  
Télécopieur : 011-44-1895-613046  
Courriel : [CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca](mailto:CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca)

De plus, l'entrepreneur **doit envoyer** au LIRU le formulaire « Shipping Advice and Export Certificate », dûment **complété**, par courriel à : [CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca](mailto:CFSUEDetUKMovements@forces.gc.ca). La livraison de tout article excédant 600 livres sterling (GBP) exporté du Royaume-Uni et de l'Irlande sera dédouané par le MDN selon les nouveaux systèmes britanniques d'exportation et de tarifs douaniers « Her Majesty's Customs & Excise » (HMCE) New Export Systems (NES). L'entrepreneur doit respecter les exigences de « HMCE » en s'enregistrant auprès de cette organisation ou en laissant le soin à un transitaire d'assurer l'entrée des envois au Canada. Une copie imprimée de la section Export Declaration dans les « NES », indiquant clairement le numéro « Declaration Unique Consignment Reference Number », doit être fournie par l'entrepreneur et jointe à l'envoi. L'entrepreneur doit s'assurer que cette procédure est exécutée pour tout le matériel, qu'il s'agisse d'exportation d'articles d'achat initial ou d'articles de réparation et de révision. « HMCE » autorisera à l'Unité de soutien des Forces canadiennes (Europe) à expédier les biens seulement si la procédure a été suivie de façon intégrale et convenable par l'entrepreneur. **Remarque** : Afin de vous assurer d'obtenir une réponse à vos demandes de renseignement concernant la passation de marchés comme les Incoterms, mettez toujours l'adresse [ILHQcontract-ILHQcontrat@forces.gc.ca](mailto:ILHQcontract-ILHQcontrat@forces.gc.ca) en copie conforme.

OU

- c. Insérer le texte suivant lorsque l'entrepreneur est situé dans un pays autre que le Canada, les É.-U., le Royaume Uni ou l'Irlande :  
Logistique intégrée de l'Europe (LIE)  
Téléphone : +49-(0)-2203-908-1807 ou 2748 ou 5304  
Télécopieur : +49-(0)-2203-908-2746  
Courriel : [ILEA@forces.gc.ca](mailto:ILEA@forces.gc.ca)

**Remarque** : Afin de vous assurer d'obtenir une réponse à vos demandes de renseignement concernant la passation de marchés comme les Incoterms, mettez toujours l'adresse [ILHQcontract-ILHQcontrat@forces.gc.ca](mailto:ILHQcontract-ILHQcontrat@forces.gc.ca) en copie conforme.

---

## **7.5 Responsables**

### **7.5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Mathieu Brière-Provost  
Agent d'approvisionnement senior  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements, QD-RA  
819 420-6029  
Mathieu.briere-provost@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

### **7.5.2 Chargé de projet**

Le chargé de projet pour le contrat est :

Sera spécifié à l'attribution du contrat

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### **7.5.3 Représentant de l'entrepreneur**

Sera déterminé à l'attribution du contrat.

## **7.6 Paiement**

### **7.6.1 Base de paiement**

L'entrepreneur sera payé pour les travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT) autorisée, conformément à la base de paiement à l'annexe B.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT autorisée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiqué dans l'AT autorisée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT autorisée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

## 7.6.2 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de *(à être déterminé à l'attribution du contrat)* \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

## 7.7 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

## 7.8 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés. Les factures doivent être distribuées par courriel à l'autorité contractante et à l'autorité d'approvisionnement.

### 7.8.1 Paiements Progressifs

1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 100p. 100 du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
  - a. une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
  - b. le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
  - c. la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 100p. 100 de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;

- d. toutes les attestations demandées sur le formulaire PWGSC-TPSGC 1111 ont été signées par les représentants autorisés.
2. Le solde du montant dû sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque l'article sera complété et livré si les travaux ont été acceptés par le Canada et une demande finale pour le paiement est présentée
3. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

## **7.9 Attestations et renseignements supplémentaires**

### **7.9.1 Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

### **7.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur**

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

### **7.10 Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### **7.11 Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires- 4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence, et 4010 (2012-07-16), Services - Services - besoins plus complexes;
- c) les conditions générales - 2030 (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de biens;
- d) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;
- f) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- g) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_, (*Sera inscrite à l'attribution du contrat*).

---

## 7.12 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* [A9006C](#) (2012-07-16), Contrat de défense

## 7.13 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

**OU**

Clause du *Guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

## 7.14 Exigences en matière d'assurance

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28), Assurance – aucune exigence particulière

## 7.15 Programme des marchandises contrôlées

Clause du *Guide des CCUA* [A9131C](#) (2020-11-19), Programme des marchandises contrôlées

## 7.16 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».



## ANNEXE A - ÉNONCÉ DES TRAVAUX



# Service de messagerie à bande passante limitée (SMBPL)

## **1. Objectif**

La présente DP vise à obtenir des propositions pour une plateforme de messagerie à bande passante limitée destinée aux Forces armées canadiennes (FAC). Le système ainsi obtenu fournira aux FAC un système de messagerie à bande passante limitée aux capacités de nouvelle génération. Avec ces capacités, l'Armée de terre, la Marine et la Force aérienne disposeront d'une solution de messagerie hautement interopérable. Les capacités de cette plateforme seront comparées aux besoins actuels opérationnels et d'interopérabilité. La solution proposée doit respecter ou surpasser les normes d'interopérabilité des communications alliées, c'est-à-dire notamment les ententes CAN/É.-U., de l'OTAN et du Groupe des cinq.

Le ministère de la Défense nationale (MDN) cherche à remplacer son système de messagerie à bande passante limitée désuet. Le SMBPL doit pouvoir s'interfacer avec les systèmes de commandement et contrôle nationaux actuels et avec leurs successeurs. Les FAC disposeront ainsi d'un système de messagerie militaire (MM) officiel amélioré et de messagerie informelle (clavardage et messagerie instantanée) dans un environnement à bande passante limitée (niée, perturbée, intermittente ou limitée, ou NPIL). Fondamentalement, le SMBPL constituera un système de messagerie sûr et très fiable pour les messages sans classification et classifiés, et permettra la messagerie militaire et le clavardage.

## **2. Contexte**

En bande passante limitée, les FAC utilisent actuellement un système de télétype radio navire-terre fondé sur un concept datant de plusieurs décennies, et utilisant le format de messages ACP 127. Sous la direction du Directeur – Communications et systèmes d'information interarmées (DCSII), les ingénieurs de systèmes et les intégrateurs ont récemment développé et déployé un système de communication navire-terre intérimaire qui combine les technologies existantes et les nouvelles technologies. Mis en œuvre sur des serveurs virtuels et les systèmes d'exploitation les plus récents, il exécute quand même un logiciel existant ne prenant en charge que le format de messages ACP 127.

## **3. Objectifs attendus**

Par cette demande de propositions, le MDN cherche à obtenir un produit qui a fait ses preuves, et n'a aucun intérêt pour des systèmes en développement ou n'ayant pas été éprouvé dans des conditions réelles. Le MDN entend ici se fonder sur la solution navire-terre intérimaire déployée récemment par le DCSII. Le MDN exploite actuellement pour cette solution intérimaire deux sites principaux : SRN Est et SRN Ouest. Le MDN entend exploiter pour le nouveau système un Centre d'exploitation de réseau (CER) à Ottawa de concert avec les deux sites existants, et peut-être un site au Nord. L'architecture se servira du Réseau de communication stratégique (RCN); c'est un réseau point à point contrôlé par le MDN. Le MDN cherche une solution échelonnable, car la portée du réseau pourrait s'étendre au Nord (section 6, figure 2).

## **4. Besoins opérationnels**

En cette ère de l'information, il faut impérativement disposer de systèmes fiables de transport et de traitement des données qui s'intègrent facilement à l'infrastructure existante. Ces systèmes doivent être hautement échelonnables et configurables, et doivent fonctionner de façon relativement autonome. Or, les systèmes de communication en bande passante limitée qu'utilisent actuellement les FAC exigent beaucoup d'interventions, et leur interopérabilité, tant au sein des FAC qu'avec nos alliés, est limitée.

L'interopérabilité et l'interconnectivité interarmées et avec nos alliés nous imposent clairement de moderniser nos systèmes de communication à bande passante limitée.

## **5. Portée**

Le SMBPL doit surtout remplacer le système de télétype radio navire-terre actuel. Ce dernier ne sert actuellement que la MRC, mais le SMBPL sera une plateforme de communication à bande passante limitée destinée à toutes les FAC.

Cependant, les FAC ne cherchent pas à remplacer le système national de messagerie militaire stratégique déjà en place.

Plutôt, le SMBPL vise à rehausser les services déjà utilisés par les FAC dans un environnement à bande passante limitée. Il est destiné à traiter la messagerie militaire sans classification et désignée, y compris les messages classifiés jusqu'à Secret. Ce système doit être conforme à la norme STANAG 4406. pour que les FAC respectent leurs engagements aux normes BRASS et BRE1TA de l'OTAN et atteigne un haut niveau d'interopérabilité. Un système conforme à la norme STANAG 4406 répondra aussi au besoin des FAC pour système de messagerie interarmées très fiable et interopérable destiné à l'environnement à bande passante limitée NPIL.

### **5.1 Produits livrables et résultats attendus**

La présente vise les produits livrables et résultats attendus suivants que fournira le contracteur :

Remarque : Dans le présent contexte (5.1 | 1-6), « soumissionnaire » ou « fournisseur » désigne le soumissionnaire retenu après le processus de DP.

1. Logiciel pour serveur SMBPL et licences correspondantes pour un système de messagerie STANAG 4406 et huit (8) serveurs;
  - a. Quatre (4) serveurs principaux et quatre d'appoint;
2. Logiciel client du SMBPL et licences connexes;
  - a. Licences illimitées ou valeur optimale pour plus de 100 utilisateurs aux SRN et au CER;
3. Logiciel client autonome du SMBPL et licences connexes;
  - a. Le MDN exige 10 licences pour logiciel client autonome déployé.
    - i. Le soumissionnaire peut aussi proposer à prix fixe des licences client illimitées.
  - b. S'il n'est pas possible d'obtenir des licences client illimitées, le MDN se réserve le droit d'obtenir des licences supplémentaires ainsi :
    - i. Prix ferme et fixe pour les licences client autonomes pour la durée du contrat, c'est-à-dire pour le contrat initial de 3 ans et les 3 années d'option, un total de 6, basé sur le devis du fournisseur et le budget alloué par le MDN.
4. Logiciel pour la base de données du SMBPL et licences connexes;
  - a. Le MDN fournira le logiciel de base de données, comme SQL ou Oracle, et les licences nécessaires. Intégrer la base de données au SMBPL incombera au soumissionnaire.

5. Le MDN fournira tout le matériel nécessaire au déploiement du SMBPL.
  - a. Tout matériel exclusif conçu pour ne fonctionner qu'avec le logiciel du soumissionnaire sera rejeté d'emblée. Le logiciel du soumissionnaire doit prendre en charge le matériel en vente libre ou militaire courant.
6. Le soutien de l'installation et de l'intégration sera la responsabilité conjointe du MDN et du soumissionnaire.
  - a. Il incombera au soumissionnaire de veiller à ce que tout le logiciel obtenu dans le cadre de la présente DP soit installé et fonctionne bien sur les systèmes du MDN.
  - b. L'interface avec le réseau secret étendu de l'OTAN est assurée par une passerelle dont le MDN est responsable.
  - c. L'interopérabilité avec les systèmes C2 existants sera la responsabilité conjointe du MDN et du soumissionnaire.
    - i. L'interface actuelle avec le MSAX est RS-232 et ne prend en charge que le format de messages ACP 127.
  - d. L'intégration du SMBPL à la pile de protocoles STANAG 5066 (sur les contrôleurs RAPID M-RC8 et les modems RC66 V3 et RM8), afin de transmettre les données STANAG 4406, les conversations par clavardage (XMPP), et les autres données, sera la responsabilité conjointe du MDN et du soumissionnaire.
  - e. Le soumissionnaire est chargé de la configuration initiale, mais il sera aidé par les experts du MDN.
  - f. Le MDN se charge de l'intégration du SMBPL au RCN, avec l'aide du soumissionnaire.
  - g. L'intégration au SMBPL des dispositifs de chiffrement incombera au MDN, avec l'aide possible du soumissionnaire au besoin.
  - h. Le contrôle de la configuration et la gestion des changements incombent au MDN.
  - i. Le MDN mènera les essais d'acceptation par l'utilisateur (EAU) sur le SMBPL déployé, après entente mutuelle avec le soumissionnaire sur la conclusion du contrat.

Remarque : « l'aide du soumissionnaire », ci-dessus, est prévue dans les contextes suivants :

- a. expertise sur l'interfaçage et l'intégration des produits du soumissionnaire;
- b. niveau de difficulté;
  - a. Pour chacun des quatre sites, le soumissionnaire doit prévoir qu'au moins deux membres de son personnel seront nécessaires pendant trois semaines chacun pour veiller au déploiement, à l'intégration, à la mise à l'essai et à la vérification du SMBPL.
- c. expertise sur la solution proposée.

## 5.2 Points de présence sur terre du SMBPL

Dans le cadre de la présente DP, il faudra établir les points de présence sur terre suivants pour déployer le logiciel du SMBPL :

- 
1. Station-relais nationale d'Halifax;
    - a. Station principale et station d'appoint;
  2. Station-relais nationale d'Esquimalt;
    - a. Station principale et station d'appoint;
  3. Station-relais nationale de Yellowknife (à confirmer);
    - a. Station principale et station d'appoint;
  4. Centre d'exploitation du réseau (CER) d'Ottawa;
    - a. Centre principal et centre d'appoint.

Pour les FAC, l'essentiel du transfert de données en bande passante limitée se fera par les deux stations-relais principales d'Halifax et d'Esquimalt. Le soutien technique (génie) et possiblement le secours en cas de panne sera assuré par le CER d'Ottawa. On prévoit aussi établir un quatrième site au Nord. L'approvisionnement des logiciels et licences pour ce site fait partie de la présente DP.

### **5.3 Clients du SMBPL déployés**

Les FAC envisagent d'utiliser le protocole STANAG 5066 et des modems hautes fréquences prenant en charge l'établissement automatique de liaison (ALE). Les plateformes déployées à l'avenir prendront en charge STANAG 5066 et ALE.

### **5.4 Formation**

Le fournisseur doit fournir un cours de formation pour un maximum de 12 étudiants par classe. La formation peut avoir lieu à n'importe quel point de présence mentionné en 5.2 et jusqu'à 8 sessions de formation peuvent être effectuées. Les cours doivent comprendre au moins une partie Administrateurs système et une partie Formation des formateurs.

## 6. Vision d'avenir

Nous prévoyons que le SMBPL sera fondé sur le protocole IP; il relaiera les données au Réseau de communication stratégique (RCN) point à point à l'aide des protocoles ACP 142 P\_MUL et STANAG 5066.

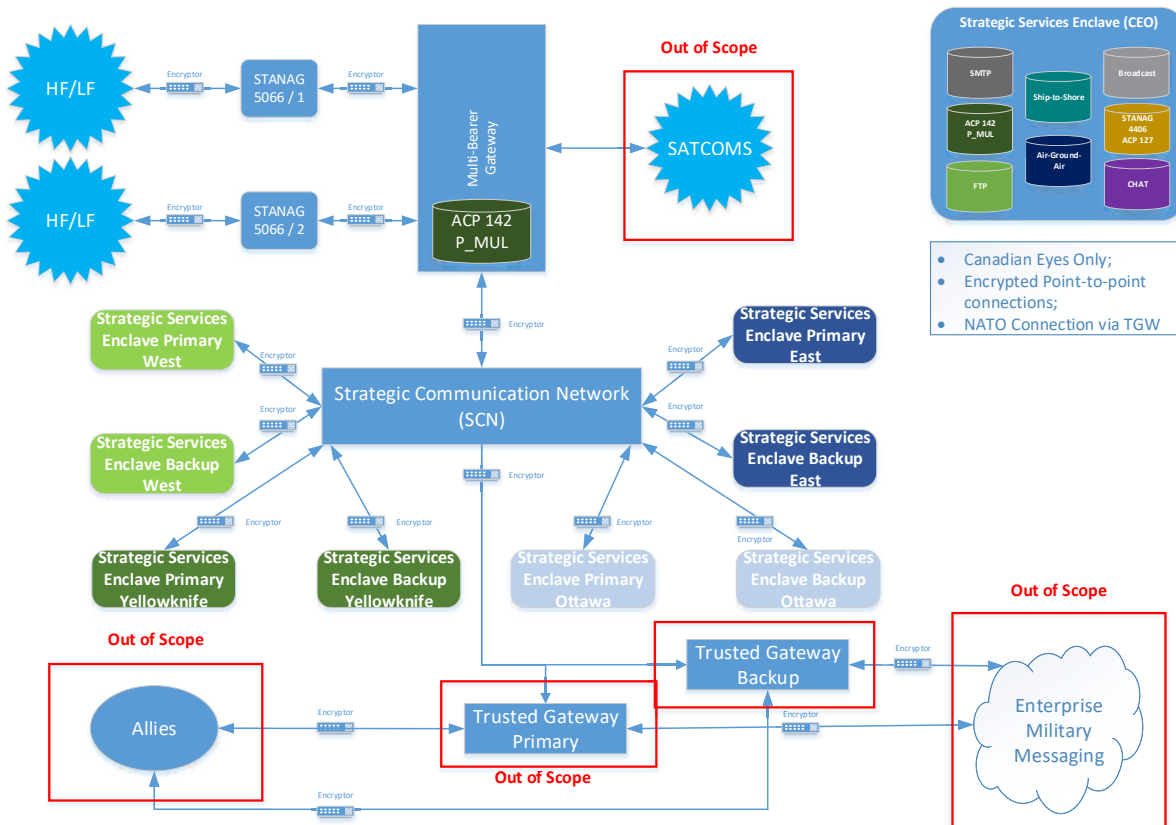


Figure 1 - Architecture prévue du réseau du SMBPL

Le SMBPL exploitera tous les services à bande passante limitée et non limitée pour transmettre les messages et assurer les autres services intégrés, tel qu'illustré à la figure 2.

## 7. Exigences fonctionnelles

Dans le but d'éviter les redites, l'annexe A, Matrice de conformité aux exigences, dresse la liste des exigences sur les plans matériel, logiciel et fonctionnel.

Vous trouverez aux sections 7.1 et 7.2 les fonctions de haut niveau que les FAC entendent mettre en œuvre.

### 7.1 Fonctions que doivent mettre en œuvre les stations terrestres du SMBPL :

- réception et distribution des messages hautement automatisées;
- messagerie militaire fondée sur la norme STANAG 4406;

- interface courriel fondée sur le protocole SMTP;
- connectivité/interopérabilité avec la norme STANAG 5066;
- adressage fondé sur les rôles et l'organisation;
- prise en charge des applications de messagerie fondées sur XMPP;
- relais des messages, pour assurer que les messages prioritaires envoyés à un destinataire absent (en dehors des heures de travail, par exemple) sont relayés automatiquement à un gardien désigné;
- fonctions de sécurité à la couche Applications, pour prendre en charge l'étiquetage, la signature et le chiffrement des messages;
- Capacité de générer automatiquement une notification de livraison des messages BCMS aux comptes de messagerie sur un domaine non classé (c'est-à-dire DWAN);
- prise en charge du format de messagerie militaire, comme étiquettes de sécurité ou priorité;
- importation de messages, notamment pour importer, valider et diffuser des messages préformatés;
- gestion du système centralisée ou distribuée;
- suite d'applications hautement configurable;
- interopérabilité avec les systèmes de communication ACP 127;
- prise en charge de transmissions à toute la flotte (données);
- horaire fixe de transmission intégré pour les données (sous-marins);
- transmission de variables de communauté (CV) sur les circuits de diffusion;
- interopérabilité avec les systèmes de communication radio ALE;
- communication de données navire-navire;
- communication de données air-terre-air;
- connectivité/interopérabilité avec les autres systèmes et passerelles de messagerie militaire C2 utilisés par le MDN;

- stockage et récupération des éléments suivants :
  - courriels;
  - indicateurs d'acheminement;
  - adresses en langage clair;
  - données des messages;
  - transfert de données des messages par USB.

## **7.2 Fonctions que doit mettre en œuvre le SMBPL pour les navires et les sous-marins :**

- système fondé sur la norme STANAG 4406;
- interface courriel fondée sur le protocole SMTP;
- interopérabilité avec les systèmes de communication ACP 127;
- clavardage avec fonction de pièces jointes;
- connectivité/interopérabilité avec les systèmes et terminaux de messagerie militaire utilisés sur les navires de la MRC;
- interopérabilité avec les systèmes de communication radio ALE;
- communications bidirectionnelles navire-terre (protocole STANAG 5066);
- communications bidirectionnelles navire-navire (protocole STANAG 5066);
- communications bidirectionnelles navire-air (protocole STANAG 5066);
- prise en charge des applications de messagerie fondées sur XMPP;
- prise en charge de transmissions à toute la flotte;
- préparation de messages conformément à la norme ACP 121; format des messages conforme aux normes ACP 126(M), ACP 127, ACP 128 et JANAP 128;



- stockage et récupération des éléments suivants :
  - adresses courriel;
  - indicateurs d'acheminement;
  - adresses en langage clair;
  - données des messages;
  - transfert de données des messages par USB.

## 8. Références aux fins de conformité

Les soumissionnaires auront besoin des documents suivants :

Les références suivantes sont mentionnées dans la présente DP :

1. ADatP-3
2. ACP 121
3. ACP 123
4. ACP 128
5. ACP 128 JANAP
6. ACP 127
7. ACP 131
8. ACP 142
9. ACP 145
10. STANAG 4406, ANNEXE E
11. STANAG 5066
12. XMPP – RFC 3922, RFC 3923, RFC 6121 et RFC 7622

## 9. Formation

La formation pour le système doit comprendre une formation d'administrateur, une formation d'opérateur et une formation de niveau technicien. Les séries de formation suivantes doivent être fournies :

- Jusqu'à 2 cours de formation pour chaque administrateur système ;
- Jusqu'à 8 cours par opérateur ;
- Jusqu'à 8 cours techniques chacun ;
- Jusqu'à 2 cours de formation des formateurs pour chaque catégorie ci-dessus.

L'AT doit examiner et approuver chaque type de cours 15 jours avant la prestation du type de cours. Tous les documents imprimés et matériaux de cours doivent être livrés au lieu de livraison du cours 10 jours avant le début de tout cours.

Toute exigence d'équipement spécial pour le cours doit être identifiée 30 jours avant le début de tout cours.

---

## 10. Documentation

Le soumissionnaire retenu fournira de l'aide au responsable technique pour s'assurer que toutes les fonctions du SLI peuvent être exécutées par le MDN. Ceci doit inclure, mais sans s'y limiter, Catalogage – fournir toute la documentation concernant les ensembles de données techniques et les dessins, si nécessaire. Cela inclura les informations de développement pour le SPTD (pièces spéciales et données techniques). Cela inclura les données nécessaires pour répondre aux questions liées au CTAT/ITAR, si nécessaire.

Le fabricant doit fournir à l'AT les durées de vie prévues des composants critiques du logiciel du système. Le fabricant fournira au MDN un système d'exploitation recommandé pour ses appareils de traitement.

Le MDN se réserve le droit de reproduire et de distribuer à la discrétion du MDN tout matériel tel que les documents, les aides à la formation, les présentations, les plans de cours et la documentation technique au sein du MDN.

L'entrepreneur doit fournir une (1) copie électronique et trois (3) copies papier de tous les manuels d'entretien et d'exploitation avec chaque système livré.

## 11. Acronymes et abréviations

PCA	Procédure de communication alliée
EAL	Établissement automatique de liaison, de 2e ou 3e génération (2G ou 3G)
ARQ	Demande automatique de répétition
SMBPL	Service de messagerie à bande passante limitée
FAC	Forces armées canadiennes
CV	Variable de communauté
IRSC	Infrastructure des réseaux secrets consolidés
DCSII	Directeur – Communications et systèmes d'information interarmées
MDN	Ministère de la Défense nationale
RED	Réseau étendu de la Défense
MM	Message militaire
MSAX	Central maritime semi-automatique
CER	Centre d'exploitation du réseau
OTO	Communication entre opérateurs
DC	Demande de changement
IA	Indicateur d'acheminement
SMTP	Simple Mail Transfer Protocol (protocole de transfert de courrier simple)
STANAG	Accord de normalisation (OTAN)
WBHF	Haute fréquence à large bande
XMPP	Extensible Messaging and Presence Protocol (protocole extensible de présence et de messagerie)

Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT**

# **ANNEXE B**

## **BASE DE PAIEMENT**

**Système de messagerie à bande passante limitée (SMBL)**

## **BASE DE PAIEMENT**

### **1. Livraison des logiciels**

L'entrepreneur sera payé aux prix calculés fixes (rendu droits acquittés [RDA] inclus – Incoterms 2010) indiqués dans le tableau ci-dessous pour les livraisons de logiciels mentionnés à l'annexe A – Énoncé des travaux. Vous devez remplir uniquement la colonne Prix fixe ferme. Tout ajout, modification ou suppression à la base de paiement rendra l'offre invalide.

Élément	Prix fixe ferme
Licences opérationnelles pour sites BCMS, tel que précisé dans l'énoncé de travaux 5.1-1, emplacement au Canada à déterminer* (Prix unitaire ou prix pour licence illimitée, veuillez préciser)	\$
Licences opérationnelles pour actifs déployés BCMS, tel que précisé dans l'énoncé de travaux 5.1-3, emplacement au Canada à déterminer* (Prix unitaire ou prix pour licence illimitée, veuillez préciser)	\$
Formation BCMS et matériel associé, emplacement au Canada à déterminer (Répartition des prix d'entrée des éléments de formation dans le tableau 1.1 ci-dessous. Le total des 4 éléments dans le tableau 1.1 doit être le montant qui est indiqué ici) (Prix unitaire)	\$
Intégration des systèmes à chaque point de présence (prix unitaire)	\$
<b>TOTAL</b>	<b>\$</b>

**\* Veuillez consulter l'annexe A (5.2) pour connaître les emplacements possibles.**

**Tableau 1.1 : Répartition des prix de la formation BCMS pour la livraison du logiciel**

	Item	Prix fixe ferme
1	Pour les utilisateurs expérimentés, le personnel d'assistance technique et le personnel d'assistance technique de 3e ligne : cours complet en personne accompagné du matériel de cours et des manuels pertinents. Une (1) séance au Laboratoire HF/LF du MDN à Ottawa.	\$
2	Formation BCMS et documents associés à l'appui des actifs déployés. Emplacement à déterminer. (inclus dans ou dans le cadre de 3 & 4)	N/A
3	Pour les administrateurs de systèmes et les formateurs du MDN : cours complet en personne pour couvrir l'administration du BCMS ainsi que le matériel de cours et les manuels. La formation initiale comprendra deux (2) séries de formation à chaque emplacement. Ces emplacements sont NRS Esquimalt, NRS Halifax, LF/HF Lab Ottawa et CFSCE à Kingston Ontario. Ces séries sont un livrable contractuel	\$
4	Pour les utilisateurs : des packages WBT	\$

Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

et le matériel de cours associé seront requis. Les livrables attendus sont quatre (4) séries NRS Halifax et quatre (4) séries NRS Esquimalt.	
--	--

## 2. Soutien logistique intégré – Formation et fourniture de la documentation

L'entrepreneur sera payé aux prix fixes indiqués dans le tableau ci-dessous pour la formation et la fourniture de la documentation destinées au Soutien logistique intégré, comme mentionné à l'annexe A – Énoncé des travaux. Vous devez remplir uniquement la colonne Prix fixe ferme. Tout ajout, modification ou suppression à la base de paiement rendra l'offre invalide.

Élément	Prix fixe ferme
Documentation sur le SMBL, par site (Prix unitaire)	\$
Formation BCMS (Répartition des prix d'entrée des éléments de formation dans le tableau 2.1 ci-dessous. Le total des 4 éléments dans le tableau 2.1 doit être le montant qui est indiqué ici) (Prix unitaire)	\$
Intégration des systèmes (Prix unitaire)	\$
<b>TOTAL</b>	\$

**Tableau 2.1 : Répartition des prix de la formation BCMS pour le soutien logistique intégré**

	Item	Prix fixe ferme
1	Pour les utilisateurs expérimentés, le personnel d'assistance technique et le personnel d'assistance technique de 3e ligne : cours complet en personne accompagné du matériel de cours et des manuels pertinents. Une (1) séance au Laboratoire HF/LF du MDN à Ottawa.	\$
2	Pour les administrateurs système et les formateurs du MDN : Jusqu'à 12 séries supplémentaires sur une période de trois ans, emplacement au Canada à déterminer. Ces séries facultatives seront une autorisation de tâche 626	N/A
3	Pour les utilisateurs : jusqu'à 12 séries en option pour les actifs sous licence déployés lorsque et si nécessaire. Ces séries facultatives seront une autorisation de tâche 626	\$
4	Documentation BCMS (Matériel de formation):	\$
	Pour supporter ILS 1) ci-haut	\$
	Pour supporter ILS 2) ci-haut	\$
	Pour supporter ILS 3) ci-haut	\$

**Les frais de déplacement ne doivent pas faire partie du prix fixe ni pour la livraison de logiciels ni pour le soutien logistique intégré. Les frais de voyage seront calculés séparément selon les taux des Directives sur les voyages du Conseil national mixte (voir le paragraphe 4 ci-dessous).**

### 3. Soutien à l'autorisation de tâches (MDN 626) – Taux horaire

Une fois les tâches autorisées par le formulaire d'autorisation de tâches MDN 626, l'entrepreneur sera payé aux prix calculés fixes (RDA inclus – Incoterms 2010) indiqués dans le tableau ci-dessous selon les taux horaires associés à l'exécution des autorisations de tâches (MDN 626) approuvées. Vous devez remplir uniquement les colonnes Taux horaire. Tout ajout, modification ou suppression à la base de paiement rendra l'offre invalide.

Année du contrat d'acquisition	Taux horaire			
	Gestionnaire de projet	Ingénieur en logiciels	Rédacteur technique	Programmeur de logiciels
1	\$	\$	\$	\$
2	\$	\$	\$	\$
3	\$	\$	\$	\$
Année d'option 1	\$	\$	\$	\$
Année d'option 2	\$	\$	\$	\$
Année d'option 3	\$	\$	\$	\$
Heures prévues pour le contrat d'acquisition	750	750	750	7 500

### 4. Frais de déplacement et de subsistance

En appui aux demandes d'autorisation de tâches (MDN 626) et de travaux supplémentaires, l'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<https://www.njc-cnm.gc.ca/directive/d10/fr>) et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « fonctionnaires ».

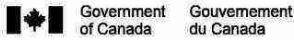
Tous les déplacements doivent être autorisés par écrit à l'avance par le responsable des achats du ministère de la Défense nationale (MDN) avant d'effectuer des préparatifs de voyage. L'entrepreneur doit fournir le détail des dépenses de déplacement et de subsistance pour chaque réclamation de paiement, y compris les copies de factures, et remettre les reçus originaux au responsable des achats pour être remboursé. Tous les frais de déplacement et de subsistance peuvent être vérifiés par le gouvernement avant ou après le paiement de la réclamation.

Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## ANNEXE C - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ



Contract Number / Numéro du contrat W6369-190155 Amendment 1
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

### SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL) LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization Ministère ou organisme gouvernemental d'origine DND		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction DPDCIS (JSCSS)
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work - Brève description du travail Provide goods and services under contract		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required - Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p.ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciales sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input checked="" type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>  Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>  Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input checked="" type="checkbox"/>   Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>   Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/> PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/> PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/> NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET <input checked="" type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/> PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/> PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/> SECRET SECRET <input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/> TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103 (2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED

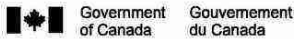
Canada



Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Contract Number / Numéro du contrat W6369-190155 Amendment 1
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

<b>PART A (continued) / PARTIE A (suite)</b>			
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets: Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?  Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :  Document Number / Numéro du document :		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
<b>PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)</b>			
10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis			
<input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input checked="" type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input checked="" type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			
Special comments: Commentaires spéciaux : _____			
NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.			
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted: Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
<b>PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)</b>			
<b>INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS</b>			
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
<b>PRODUCTION</b>			
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
<b>INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)</b>			
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui

TBS/SCT 350-103 (2004/12)

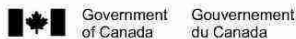
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED
--

Canada

Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Contract Number / Numéro du contrat <b>W6369-190155 Amendment 1</b>
Security Classification / Classification de sécurité <b>UNCLASSIFIED</b>

**PART C (continued) / PARTIE C (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.  
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.  
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret	NATO Restricted NATO Diffusion Restreinte	NATO Confidential	NATO Secret	COSMIC Top Secret COSMIC Très Secret	Protected Protégé			Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉE? ☒ No Non ☐ Yes Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée.

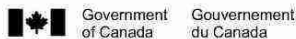
12. b) Will the document attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? ☒ No Non ☐ Yes Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Contract Number / Numéro du contrat <b>W6369-190155 Amendment 1</b>
Security Classification / Classification de sécurité <b>UNCLASSIFIED</b>

<b>PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION</b>			
13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) <b>Robert MacKillop</b>		Title - Titre <b>Lead LF/HF Radio System TA</b>	Signature <b>MACKILLOP, ROBERT 347</b> <small>Digitally signed by MACKILLOP, ROBERT 347 Date: 2021.05.06 08:30:16 -04'00'</small>
Telephone no. - N° de téléphone <b>613-286-7128</b>	Facsimile - Télécopieur	E-mail address - Adresse courriel <b>rob.mackillop@forces.gc.ca</b>	Date
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) <b>Sasa Medjovic</b>		Title - Titre <b>Senior security analyst</b>	Signature <b>MEDJOVIC SASHA 234</b> <small>Digitally signed by MEDJOVIC, SASHA 234 DN: cn=Sasha Medjovic, o=Government of Canada, ou=Department of National Defence, email=Sasha.Medjovic@forces.gc.ca Reason: see the end of this document Locales: not signed locally here Date: 2021.05.12 16:50:45GMT FlashPhantomOS Version 10.1.3</small>
Telephone no. - N° de téléphone <b>613-996-0286</b>	Facsimile - Télécopieur	E-mail address - Adresse courriel <b>sasa.medjovic@forces.gc.ca</b>	Date
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes? <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes			
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone no. - N° de téléphone	Facsimile - Télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
17. Contracting Security Authority / Autorisé contractante en matière de sécurité			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone no. - N° de téléphone	Facsimile - Télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date

Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **ANNEXE D**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ( ) Carte d'achat VISA ;
- ( ) Carte d'achat MasterCard ;
- ( ) Dépôt direct (national et international) ;
- ( ) Échange de données informatisées (EDI) ;
- ( ) Virement télégraphique (international seulement) ;
- ( ) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

## ANNEXE E de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

### PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Contract No. - N° du Contrat  
W6369-190155/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6369-190155

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
036qd. W6369-190155

Buyer ID - Id de l'acheteur  
036qd  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

### Instructions for completing DND 626 - Task Authorization

**Contract no.**

Enter the PWGSC contract number in full.

**Task no.**

Enter the sequential Task number.

**Amendment no.**

Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

**Increase/Decrease**

Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

**Previous value**

Enter the previous total dollar amount including taxes.

**To**

Name of the contractor.

**Delivery location**

Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

**Delivery/Completion date**

Completion date for the task.

**for the Department of National Defence**

Signature of the DND person who has delegated **Authority** for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

**Services**

Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

**Cost**

The cost of the Task broken out into the individual costed items in **Services**.

**GST/HST**

The GST/HST cost as appropriate.

**Total**

The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

**Applicable only to PWGSC contracts**

This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

**Note:**

Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

### Instructions pour compléter le formulaire DND 626 - Autorisation des tâches

**N° du contrat**

Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

**N° de la tâche**

Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

**N° de la modification**

Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

**Augmentation/Réduction**

Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

**Valeur précédente**

Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

**À**

Nom de l'entrepreneur.

**Expédiez à**

Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

**Date de livraison/d'achèvement**

Date d'achèvement de la tâche.

**pour le ministère de la Défense nationale**

Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le **pouvoir d'approbation** en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota :** la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

**Services**

Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliqueront à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

**Prix**

Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique **Services**.

**TPS/TVH**

Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

**Total**

Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

**Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC**

Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

**Nota :**

Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.